

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Un-coup-de-ciseaux-historique-dans-la-depense-publique-de-la-France>

**LE PREMIER MANUEL VALLS A OBTENU LA MAJORITÉ
PARLEMENTAIRE POUR LE PLAN DE RIGUEUR**

Un coup de ciseaux historique dans la dépense publique de la France

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : mercredi 30 avril 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Beaucoup de députés socialistes se sont opposés aux intentions du gouvernement Hollande, bien qu'ils ne réussissent pas à modifier la direction marquée par la Commission Européenne. Valls a assuré qu'il compensera les coupes par d'autres mesures.

Encore une médaille de plus au revers du veston libéral du Parti Socialiste. Le Premier ministre français, Manuel Valls, a obtenu que, malgré les divisions, sa majorité dans l'Assemblée Nationale, vote un plan d'austérité de 50 milliards d'euros, le dit « *Plan de stabilité budgétaire* », dont l'objectif principal consiste à remplir les exigences de la Commission Européenne et à porter le déficit budgétaire à 3 % du PIB d'ici à 2015. Sans sursauts ni surprises, les parlementaires du *Front de Gauche* et les écologistes ont voté contre. Cependant, la majorité de Valls est sortie blessée de cette expérience : 41 socialistes se sont abstenus. Il s'agit de l'un des plus grands coups de ciseaux à la dépense publique française de l'histoire, dont la mise en oeuvre a ébranlé le Parti Socialiste sans que cela n'ait mis à un danger l'adoption d'un vote qui de toute façon, n'a été qu'une recherche théâtrale de légitimité. Il s'agissait simplement d'un vote consultatif c'est-à-dire non inaliénable (NDLT : dans le respect du cadre législatif), qui a servi au chef de l'Exécutif à mettre en scène la gravité de la crise et la nécessité de l'ajustement, à distiller la peur aux citoyens et à déployer l'argument ultra usé selon lequel c'est cela ou l'enfer.

Valls a parlé comme si les *Cavaliers de l'Apocalypse* guettaient l'enceinte parlementaire. Le Premier ministre a dit que le vote conditionné en même temps « *la légitimité du gouvernement, sa capacité de gouverner et, surtout, la crédibilité de la France* ». Le gouvernement a obtenu alors la bénédiction parlementaire pour épargner 50 milliards d'euros, dont 18 mille proviennent des dépenses de l'État et de ses organismes, 11 milliards des collectivités locales, 10 milliards de la santé et 11 milliards du système de protection sociale. En somme, presque la moitié sera tirée des aides familiales, du gel des retraites et autres bénéfices sociaux. D'ici à 2017, plus de 6 millions de fonctionnaires et 15 millions de retraités se trouveront affectés par ces mesures. Le Parti Socialiste au pouvoir a été très précis quand il s'est agi de chiffrer et établir les secteurs qui seraient punis, mais il a été beaucoup plus ambigu à l'heure d'expliquer comment il pense créer des postes avec le cadeau de 30 milliards d'euros faits aux entreprises après avoir décidé la réduction des impôts et des charges patronales qu'elles paient.

Beaucoup de lyrisme dramatique, presque un climat de fin du monde et jusqu'à même une incursion dans le domaine de la provocation à sa majorité et à son électorat quand il a dit que, en juin prochain, le président François Hollande exigerait à Bruxelles une autre politique monétaire. C'était, précisément, l'une des pierres angulaires de la campagne électorale qui a conduit Hollande à la présidence de la république en 2012. Mais, comme presque toutes les promesses, elles se sont éparpillées dans le changement climatique et personne n'a plus entendu parler d'elles. La plate-forme électorale est restée lettre morte. Si Hollande a tenu quelque chose, il l'a fait à la marge et au minimum, en modifiant souvent à tel point les promesses jusqu'à les vider de tout contenu.

Dévastés par l'échec aux élections municipales d'avril, beaucoup de députés socialistes se sont opposés aux intentions du gouvernement sans arriver à modifier la direction, malgré la pression qu'ils ont exercée. Un jour avant le vote à l'Assemblée, Valls s'est engagé devant les députés socialistes rebelles à compenser les coupes par les mesures dirigées pour maintenir la capacité d'achat des retraités et des fonctionnaires à bas revenus. Le Premier ministre a une recette à chaque main : la dure et la douce. La dure pour l'ajustement, la douce pour apaiser les socialistes effrayés du coût social du « *plan de stabilité budgétaire* ». Dans une lettre envoyée aux 291 représentants du PS dans l'Assemblée, Valls s'est engagé à répondre aux revendications des députés insurgés. Cela n'implique pas que change le montant de l'ajustement, bien sûr. Le compromis est basé sur le fait que les retraites de moins de 1 200 euros ne seraient pas gelées et que serait maintenu en vigueur le plan « anti-pauvreté » approuvé par son prédécesseur, Jean-Marc Ayrault. L'intervention de Valls a anesthésié une partie de la révolte socialiste.

Cependant, les résultats du vote à l'Assemblée démontrent que la majorité socialiste s'est considérablement rétrécie : 41 députés se sont abstenus. Cela indique la persistance d'un divorce entre le président et sa majorité qui voit défiler les mesures libérales dictées par les empires de Berlin et de Bruxelles comme si la droite était au gouvernement. La gauche est, en fait, décomposée, désarticulée, ruinée, voyageant dans deux navires opposés : l'efficacité économique et la justice sociale. François Hollande n'a pas été le président de la synthèse.

La fracture a dépassé les rangs des communistes, ou ceux du *Front de Gauche* de Jean-Luc Mélenchon, pour pénétrer dans le cœur même de l'identité politique du PS. Les socialistes gouvernants se sont convertis dans « les enfants de l'austérité » [en français dans le texte-NDLT], des enfants modernes et préférés du grand *Zeus-Mercado*. Ce sont des soldats obéissants au discours qu'il consiste à dire que le problème du chômage est dans le coût élevé de la main-d'œuvre, les élèves appliqués de la compétitivité, au nom de laquelle se disloquent les États historiques et exemplaires comme celui de la France.

Eduardo Febbro depuis Paris, pour la **Pagina12**.

[Página 12](#). Buenos Aires, le 30 avril 2014.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#), Paris, le 30 avril 2014

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basé sur une œuvre en www.elcorreo.eu.org.